



LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

La santé et la sécurité au travail constituent un enjeu fondamental. En tant que dirigeant(e) d'une section locale, il vous sera demandé de traiter de situations critiques, ou parfois même la vie d'une personne est en danger.

En 1986, au lendemain d'une grande campagne, l'Alliance de la fonction publique du Canada est parvenue à faire adopter une loi assujettissant les employés du Conseil du Trésor aux dispositions sur la santé et sécurité du *Code canadien du travail* (actuellement la *Partie II*).

Parmi ses nombreux avantages et autres protections, cette loi reconnaît la participation des représentants syndicaux dans le domaine de la santé et sécurité au travail, ce qui inclut des responsabilités relativement aux inspections des lieux de travail et aux enquêtes sur les risques, ainsi que leur présence aux comités mixtes syndicaux-patronaux sur la santé et sécurité, sur tous les lieux de travail où 20 personnes sont employées.

D'importantes modifications à la *Partie II du Code canadien du travail* ont été adoptées au lendemain de la mise en application du projet de loi C-12 en septembre 2004. Un des gains les plus importants concerne l'amélioration de la définition de « danger » qui ne se limite dorénavant plus au concept de « danger immédiat », mais a été élargie afin d'inclure tout risque ou toute condition, existant ou potentiel, ou toute activité actuelle ou future, dont on pourrait raisonnablement s'attendre qu'il ou elle cause une blessure ou une maladie à une personne.

Les fonctions spécifiques de l'employeur ont été grandement augmentées, et elles ne sont plus limitées au lieu de travail que l'employeur contrôle.

Il est bon de citer un autre gain important, soit la création de comités d'orientation en matière de politique sur la santé et sécurité, pour les employeurs qui comptent plus de trois cents (300) employés. Ces comités sont tenus d'examiner et de

traiter avec diligence toutes les questions concernant la santé et la sécurité soulevées par les membres, ou qui leur sont renvoyées par un comité sur les lieux de travail ou un représentant en santé et sécurité.

À cela il faut ajouter la création d'un processus de règlement interne des plaintes qui a pour but d'aider les parties à résoudre les plaintes en matière de santé et sécurité au travail, de manière plus indépendante et opportune. Les membres des comités et les superviseurs joueront un rôle important dans les enquêtes de plaintes et dans le contrôle de la santé et sécurité au travail.

Les modifications apportées à la loi constituent aussi d'autres gains non négligeables pour les membres des comités du fait que le temps passé pour assister à des réunions, préparer ces dernières et s'y rendre, durant les heures de travail, est considéré comme du « temps travaillé » et non plus un « congé payé ». Cela signifie que les membres des comités seront rémunérés pour toutes les heures durant lesquelles ils travaillent sur la santé et sécurité, y compris les heures supplémentaires.

Pour consulter la *Partie II du Code canadien du travail*, rendez-vous à :

http://info.load-otea.hrdc-drhc.gc.ca/federal_legislation/part2/legislation/subject.htm

Le Syndicat de l'Agriculture assure des services de représentation et d'aide dans les cas de plaintes et de griefs en matière de santé et sécurité, ainsi que des services de consultation aux niveaux local, régional et national.

L'AFPC quant à elle joue un rôle clé dans le domaine de la santé et sécurité de ses membres grâce à sa participation à des comités d'examen des lois et règlements, et dans le cadre de négociations des dispositions sur la santé et sécurité des conventions collectives.

La Section de la santé et sécurité de l'AFPC offre son expertise, des conseils, des renseignements ainsi que des services de représentation en santé et sécurité à nos membres. Elle joue un rôle primordial dans l'éducation de nos membres en la matière, en organisant des cours au niveau régional, ainsi que des conférences à l'échelle régionale et nationale, en santé et sécurité.

Nos représentants syndicaux de la santé et sécurité jouent également un rôle fondamental en s'assurant que les employeurs mettent à la disposition des employés des lieux de travail sécuritaires.

(Novembre 2005)